

CONDITIONS GÉNÉRALES DE VENTE ET D'UTILISATION

du site www.lesouvriersdespossibles.fr

Version 1.2 du 29.05.2026

Article 1 - DÉFINITIONS

Dans les présentes Conditions générales de vente et d'utilisation, sauf si le contexte l'exige autrement, les termes suivants sont définis comme suit, qu'il en soit fait usage au singulier ou au pluriel :

CGVU	Les présentes Conditions générales de vente et d'utilisation.
SITE ou PLATEFORME	Le site internet www.lesouvriersdespossibles.fr
SERVICES	L'ensemble des services fournis par le SITE et présentés à l'article 2.2 ci-après.
MEMBRE	Toute personne – physique ou morale – présente sur le SITE via la création d'un profil.
ESPACE D'EXPRESSION	Sur le SITE, espace virtuel mis à la disposition du MEMBRE afin qu'il se présente, ainsi que les activités et/ou expériences de vie et/ou réflexions qu'il souhaite mettre en avant.
COMMUNAUTÉ	L'ensemble des MEMBRES présents sur le SITE.
VISITEUR	Tout internaute utilisant le SITE, qu'il soit MEMBRE ou non.
ADMINISTRATEUR	La société RESSOURCES BIEN-ÊTRE, propriétaire du SITE, présentée à l'article 2.1 ci-après.

Article 2 – DÉSIGNATION DE L'ADMINISTRATEUR ET DES SERVICES PROPOSÉS

2.1. Présentation de l'ADMINISTRATEUR

Les présentes Conditions générales de vente et d'utilisation sont éditées par la société RESSOURCES BIEN-ÊTRE, dont les coordonnées sont les suivantes :

RESSOURCES BIEN-ÊTRE

SARL au capital de 10.000 €

dont le siège est à COLOMBELLES (14460), 32 avenue de la Liberté (FRANCE)

Immatriculée au RCS de CAEN sous le numéro 848471322 / N° TVA : FR0184847132200018

E-mail : contact@lesouvriersdespossibles.fr

2.2. Présentation des services proposés

De manière générale, la société RESSOURCES BIEN-ÊTRE met à disposition des VISITEURS une PLATEFORME en ligne regroupant des personnes – physiques ou morales, particuliers ou professionnels – qu'elle considère porteuses de valeurs éthiques et contribuant activement à rendre le monde meilleur, notamment au travers d'actions qui facilitent la création et le développement de liens fraternels et solidaires entre les personnes, et d'actions visant à préserver le vivant sur notre planète.

Par l'intermédiaire du SITE, l'ADMINISTRATEUR poursuit les objectifs suivants :

- Permettre ou accroître la visibilité digitale de ses MEMBRES, et plus particulièrement mettre en avant les actions entreprises par ces mêmes MEMBRES afin de contribuer à un monde meilleur.
- Créer une COMMUNAUTÉ d'acteurs d'un monde plus juste et plus respectueux.
- Permettre aux VISITEURS de découvrir l'existence de personnes-ressources dans les domaines les plus divers, lesquelles, de par le partage de leurs expériences, leur faciliteront le passage à l'acte afin de devenir à leur tour des contributeurs d'un monde plus juste.

La société RESSOURCES BIEN-ÊTRE agit en toute indépendance vis-à-vis de tout MEMBRE de la COMMUNAUTÉ « **Les Ouvriers des Possibles** », n'étant le mandataire d'aucun de ses MEMBRES. Elle ne joue qu'un rôle de présentation de ses MEMBRES.

Concernant les professionnels présents sur le SITE, celui-ci constitue une vitrine leur permettant de présenter leurs produits et/ou prestations de services aux VISITEURS. Malgré l'attachement de la société RESSOURCES BIEN-ÊTRE à une éthique et à une exigence de qualité, celle-ci ne peut être tenue pour responsable de la qualité des produits et/ou prestations de services vendus par lesdits professionnels.

Article 3 – CHAMP D'APPLICATION

Les présentes Conditions générales de vente et d'utilisation s'appliquent, sans restriction ni réserve, à toute utilisation du site internet www.lesouvriersdespossibles.fr, et ne sauraient s'appliquer à toute vente de marchandises ou fourniture de prestation de services conclue suite à une mise en relation effectuée via le SITE.

Ces CGVU sont accessibles sur le SITE et prévaudront, le cas échéant, sur toute autre version ou tout autre document contradictoire, à l'exception d'éventuelles conditions particulières négociées et conclues entre le MEMBRE et l'ADMINISTRATEUR, ce dernier se réservant la faculté de modifier à tout moment lesdites CGVU.

Sauf preuve contraire, les données enregistrées par le SITE constituent la preuve de l'ensemble des faits, acceptations et transactions.

Les présentes CGVU sont applicables à tout utilisateur du SITE, qu'il intervienne en qualité de consommateur, de non-professionnel ou de professionnel au sens du Code de la consommation, à savoir :

Consommateur : « toute personne physique qui agit à des fins qui n'entrent pas dans le cadre de son activité commerciale, industrielle, artisanale, libérale ou agricole » ;

Non-professionnel : « toute personne morale qui n'agit pas à des fins professionnelles » ;

Professionnel : « toute personne physique ou morale, publique ou privée, qui agit à des fins entrant dans le cadre de son activité commerciale, industrielle, artisanale, libérale ou agricole, y compris lorsqu'elle agit au nom ou pour le compte d'un autre professionnel ».

Article 4 – TARIFS DES SERVICES

La création sur le SITE d'un profil de MEMBRE est proposée à un **tarif libre** déterminé en conscience par chaque MEMBRE, celui-ci pouvant contribuer financièrement avec des montants choisis versés à des moments choisis.

Toute contribution financière donnera lieu à l'émission d'une facture qui sera expédiée au MEMBRE via l'adresse électronique indiquée sur son profil.

Des services optionnels et facultatifs sont proposés sur le SITE par l'ADMINISTRATEUR aux MEMBRES ; ces services font l'objet de tarifs qui sont affichés clairement sur le SITE ; ils sont exprimés en euros Toutes Taxes Comprises, et sont fermes et non révisables pendant leur période de validité.

Aucun bien ni aucune prestation de service proposés par un MEMBRE dans son ESPACE D'EXPRESSION ne sera directement accessible sur le SITE, celui-ci n'étant qu'une plateforme de présentation. En conséquence, un VISITEUR non MEMBRE ne pourra être sollicité pour le paiement de quelque prestation que ce soit.

Article 5 – CRÉATION ET SUPPRESSION D'UN PROFIL DE MEMBRE

5.1. CRÉATION d'UN PROFIL de MEMBRE

Toute personne – physique ou morale – souhaitant bénéficier des SERVICES proposés par le SITE est invitée à cliquer sur le bouton « CRÉER MON PROFIL ».

Ladite personne renseigne ensuite le formulaire disponible relatif à son identité, ses coordonnées, et son activité. Le signe (*) indique les champs obligatoires. Les informations que la personne fournit sur le SITE doivent être complètes, exactes et à jour. L'ADMINISTRATEUR se réserve le droit de demander à ladite personne de confirmer, par tout moyen approprié, son identité ainsi que les informations communiquées.

L'admission de cette personne comme MEMBRE de la COMMUNAUTÉ « Les Ouvriers des Possibles » est soumise à agrément de l'ADMINISTRATEUR, **l'accord ou le refus d'agrément n'ayant pas à être motivés**. Dans un délai le plus bref possible, l'ADMINISTRATEUR statue sur chaque demande d'inscription en qualité de MEMBRE.

Il convient de noter que **l'ADMINISTRATEUR ne souhaite pas accueillir sur le SITE des professionnels de santé exerçant dans un cadre non conventionnel** (sauf exceptions dûment motivées).

L'admission d'une personne comme MEMBRE n'est pas subordonnée à la signature d'un contrat, l'acceptation des présentes CONDITIONS GÉNÉRALES DE VENTE ET D'UTILISATION tenant lieu de contrat entre les parties.

5.2. SUPPRESSION d'UN PROFIL de MEMBRE

Un MEMBRE pourra voir son profil supprimé dans les conditions suivantes :

* *S'il en exprime la demande auprès de l'ADMINISTRATEUR. Ce droit peut être exercé en effectuant une demande écrite et signée à la société RESSOURCES BIEN-ÊTRE, à l'adresse indiquée à l'article 2.1., accompagnée d'une copie recto-verso de son titre d'identité avec signature du titulaire de la pièce.*

* **sur décision prise par l'ADMINISTRATEUR du SITE, cette décision n'ayant pas à être motivée.** Le MEMBRE concerné sera informé par courriel de la date de suppression de son profil, laquelle pourra intervenir sans préavis.

Article 6 – EXPRESSION DES MEMBRES SUR LE SITE

Dans leur ESPACE D'EXPRESSION, ainsi que dans toute contribution écrite (rédaction d'articles) ou orale (publication de podcasts ou de vidéos), les MEMBRES s'interdisent tout propos à caractère injurieux, diffamatoire, raciste, xénophobe, discriminatoire, ou incitant à la violence ou à la haine, et de manière générale inconvenant, contraire à l'ordre public ou aux bonnes mœurs, manquant aux règles élémentaires de courtoisie et de vie en société. En outre, les MEMBRES s'obligent à proscrire, et sans que cette liste ne soit limitative, tout commentaire caractérisant un acte de concurrence déloyale, de propagande politique ou religieuse.

Les MEMBRES s'efforcent de s'exprimer dans un français courant et compréhensible par le plus grand nombre.

Les propos tenus ne doivent avoir pour objet que de présenter leurs expériences de vie, leurs activités et leurs réflexions. Toutefois, la mise en valeur de la fourniture de biens et/ou prestations de services destinés à la commercialisation est acceptée dès lors qu'ils répondent à une éthique stricte.

L'ADMINISTRATEUR est autorisé à corriger les fautes d'orthographe, de grammaire et de syntaxe qui pourraient exister dans un ESPACE D'EXPRESSION ou dans une proposition d'article.

Article 7 - INFORMATIONS DIFFUSÉES SUR LE SITE

Il est rappelé que le SITE et son rédacteur en chef ne sont pas des professionnels maîtrisant les techniques relatives à l'ensemble des domaines d'activité concernés par les contenus mis en ligne par les MEMBRES.

Le SITE diffuse des informations d'ordre général ou techniques relatives à diverses thématiques, à différentes activités et pratiques, permettant de partager notamment des expériences diverses.

L'application des conseils préconisés par les MEMBRES relève de la responsabilité de chacun, et l'ADMINISTRATEUR ne saurait être tenu responsable des préjudices que pourrait subir un VISITEUR et/ou un tiers en raison des publications effectuées sur le SITE.

Article 8 – LIMITATION DE RESPONSABILITÉ

La société RESSOURCES BIEN-ÊTRE n'intervient qu'en qualité de PLATEFORME de présentation de ses MEMBRES, lesquels agissent à titre purement indépendants, lesdits MEMBRES répondant seuls des obligations de moyens ou de résultat inhérents à la fourniture de biens et/ou de prestations de services qu'ils proposent.

Les MEMBRES professionnels sont seuls tenus à l'égard de leurs clients respectifs des obligations de conseil et d'information inhérents à leurs activités, sans que la société RESSOURCES BIEN-ÊTRE n'y prenne aucune part.

En tout état de cause, la responsabilité de la société RESSOURCES BIEN-ÊTRE ne saurait être engagée en cas de préjudice résultant de la communication par un MEMBRE d'informations erronées, de tout défaut ou vice affectant la fourniture de l'un de ses biens ou l'une de ses prestations, ou d'utilisation frauduleuse de moyen de paiement.

La société RESSOURCES BIEN-ÊTRE n'est en aucun cas responsable du comportement et des propos tenus par un MEMBRE sur ou en dehors du SITE. L'ADMINISTRATEUR assume uniquement un rôle de modération des propos tenus sur le SITE au travers de l'ESPACE D'EXPRESSION de ses MEMBRES et de ses contributions au travers d'articles, de podcasts et de vidéos. En aucune manière, la société RESSOURCES BIEN-ÊTRE ne saurait être considérée comme solidaire de quelconque propos tenu par un MEMBRE sur le SITE.

L'ADMINISTRATEUR n'est pas non plus responsable du contenu figurant sur les sites internet ou les réseaux sociaux auxquels renvoie le SITE et édités et gérés par des tiers. Il appartient aux visiteurs de consulter sur les sites de tiers les chartes relatives à la protection de la vie privée et les conditions d'utilisation, et de s'y conformer.

En conséquence, l'obligation de l'ADMINISTRATEUR se limite au bon fonctionnement permanent du SITE, dans les conditions indiquées aux présentes. Il peut cependant arriver que l'accès au SITE soit interrompu dans le cadre d'opérations de maintenance, de mises à niveau matérielle ou logicielle, de réparations, ou suite à des circonstances indépendantes de la volonté de l'ADMINISTRATEUR. Ce dernier s'engage à prendre toutes les mesures raisonnables et à mettre en œuvre tous moyens en sa possession pour limiter ces perturbations, pour autant qu'elles lui soient imputables.

La responsabilité de la société RESSOURCES BIEN-ÊTRE ne peut en aucun cas être engagée pour toute défaillance technique ou logicielle ou toute cause qui lui est étrangère.

En aucun cas, la responsabilité de la société RESSOURCES BIEN-ÊTRE ne saurait être engagée au titre des dommages indirects tels que perte de données, de fichier(s), perte d'exploitation, préjudice commercial, manque à gagner, atteinte à l'image et à la réputation. De même, la société RESSOURCES BIEN-ÊTRE ne saurait être tenue responsable au titre des litiges intervenant entre un MEMBRE et ses propres clients.

Article 9 – FORCE MAJEURE ET INCAPACITÉ DE RENDRE LES SERVICES ET PRESTATIONS

L'ADMINISTRATEUR ne pourra être tenu responsable à l'égard de ses MEMBRES ou des VISITEURS en cas d'inexécution de ses obligations résultant d'un événement de force majeure. Sont considérés comme cas de force majeure ou cas fortuit, outre ceux habituellement reconnus par la jurisprudence des Cours et Tribunaux français et sans que cette liste soit restrictive : les grèves ou conflits sociaux internes ou externes à la société RESSOURCES BIEN-ÊTRE, les désastres naturels, les incendies, l'interruption des télécommunications, l'interruption de l'approvisionnement en énergie, l'interruption des communications ou des transports de tout type, ou toute autre circonstance échappant au contrôle raisonnable de l'ADMINISTRATEUR.

Article 10 – PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Le contenu du SITE est la propriété exclusive de la société RESSOURCES BIEN-ÊTRE et est protégé par les lois françaises et internationales relatives à la propriété intellectuelle. Toute reproduction totale ou partielle est formellement interdite sous peine de poursuites.

La société RESSOURCES BIEN-ÊTRE est seule titulaire des droits de propriété intellectuelle de l'ensemble des SERVICES, des bases de données, des contenus et supports pédagogiques, quelle qu'en soit la forme (papier, électronique, numérique, orale, vidéo), proposés sur le SITE.

Ils ne peuvent faire l'objet d'aucune utilisation, transformation, reproduction, exploitation non expressément autorisée par le titulaire des droits.

En particulier, chaque MEMBRE s'interdit d'utiliser et d'exploiter le contenu du SITE et des SERVICES au bénéfice d'autres personnes. Chacun engage sa responsabilité sur le fondement des articles L.122-4 et L.335-2 et suivants du code de la propriété intellectuelle en cas de cession ou de communication des contenus non autorisée.

Hors utilisation personnelle ou commerciale des informations autorisées dans le cadre de l'activité du MEMBRE, toute exploitation, reproduction, représentation, modification, publication, transmission, dénaturation, totale ou partielle des contenus des SERVICES, prestations et formations, ainsi que les bases de données figurant sur le SITE sont strictement interdites, et ce quels que soient le procédé et le support utilisés.

En tout état de cause, la société RESSOURCES BIEN-ÊTRE demeure propriétaire de ses outils, méthodes et savoir-faire développés antérieurement ou à l'occasion des SERVICES fournis au MEMBRE.

Par exception au contenu ci-avant du présent article, l'ADMINISTRATEUR confère à tout MEMBRE, à titre précaire, un droit d'usage des logos « **Les Ouvriers des Possibles** » et « **Membre de la communauté des Ouvriers des Possibles** ». Ce droit d'usage est limité à la seule apposition du logo sur ses supports de communication et/ou dans sa signature numérique.

Ce droit d'usage étant lié au statut de MEMBRE de la COMMUNAUTÉ « **Les Ouvriers des Possibles** », chaque MEMBRE s'engage expressément à renoncer à l'utilisation de ces logos dès lors qu'il ne jouit plus du statut de MEMBRE, et ce quelle qu'en soit la raison.

Lorsqu'il est un professionnel, le MEMBRE est invité à mettre en évidence sa qualité de « **Membre de la communauté des Ouvriers des Possibles** » en s'abstenant toutefois de créer une confusion dans l'esprit de sa clientèle entre sa propre entreprise et la société RESSOURCES BIEN-ÊTRE.

Article 11 – PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES

En application de la loi 78-17 du 6 janvier 1978, il est rappelé que les données nominatives qui sont demandées au MEMBRE sont nécessaires à la présentation de ce dernier et à la bonne exécution des SERVICES.

Ces données peuvent être communiquées aux partenaires de l'ADMINISTRATEUR chargés de la mise en œuvre de la modération et/ou de l'exécution, du traitement, de la gestion des SERVICES.

Le traitement des informations communiquées par l'intermédiaire du SITE répond aux exigences légales en matière de protection des données personnelles, le système d'information utilisé assurant une protection optimale de ces données.

Tout MEMBRE dispose, conformément aux réglementations nationales et européennes en vigueur, d'un droit d'accès permanent, de modification, de rectification, d'opposition, de portabilité et de limitation du traitement s'agissant des informations le concernant.

Ce droit peut être exercé en effectuant une demande écrite et signée à l'ADMINISTRATEUR, à l'adresse indiquée à l'article 2.1. ci-avant, accompagnée d'une copie recto-verso du titre d'identité avec signature du titulaire de la pièce, en précisant l'adresse à laquelle la réponse doit être envoyée.

Aucune information personnelle du MEMBRE n'est publiée à son insu, échangée, transférée, cédée ou vendue sur un support quelconque à des tiers. Seule l'hypothèse de la vente de l'entreprise de l'ADMINISTRATEUR permettrait la transmission des dites informations à l'acquéreur, lequel serait à son tour tenu de la même obligation de conservation et de modification des données vis à vis du MEMBRE.

Le MEMBRE est tenu de son côté de respecter les dispositions de la loi 78-17 du 6 janvier 1978, dont la violation est passible de sanctions pénales. Il doit notamment s'abstenir, s'agissant des informations nominatives auxquelles il accède, de toute collecte, toute utilisation détournée et, d'une manière générale, de tout acte susceptible de porter atteinte à la vie privée ou à la réputation des personnes.

Tout MEMBRE, constatant qu'une violation au règlement général sur la protection des données personnelles aurait été commise, a la possibilité d'agir lui-même, ou de mandater une association ou un organisme mentionné au IV de l'article 43 ter de la loi informatique et liberté de 1978, afin d'obtenir contre le responsable de traitement ou sous-traitant, réparation devant une juridiction civile ou administrative ou devant la commission nationale de l'informatique et des libertés.

Dispositions relatives aux cookies

Tout MEMBRE est informé que la navigation sur le SITE est susceptible de provoquer l'installation de cookie(s) sur son ordinateur. Un cookie est un fichier de petite taille, qui ne permet pas l'identification du MEMBRE, mais qui enregistre des informations relatives à la navigation d'un ordinateur sur un SITE. Les données ainsi obtenues visent à faciliter la navigation ultérieure sur le SITE, et ont également vocation à permettre diverses mesures de fréquentation.

En cas d'utilisation de cookies par le SITE, lors de sa première visite sur le SITE, le MEMBRE peut choisir d'accepter les cookies, de les refuser ou de les paramétrer en fonction de ses préférences.

Le refus d'installation d'un cookie est susceptible d'entraîner l'impossibilité d'accéder à certains services.

Le SITE contient un certain nombre de liens hypertextes vers d'autres sites internet, mis en place avec l'autorisation des responsables des publications concernés. Cependant, l'ADMINISTRATEUR n'a pas la possibilité de vérifier le contenu des sites ainsi visités, et n'assume en conséquence aucune responsabilité de ce fait.

Article 12 – COMMUNICATION ET RÉFÉRENCES DES MEMBRES, DROIT À L'IMAGE

Tout MEMBRE accepte d'être cité par la société RESSOURCES BIEN-ÊTRE comme MEMBRE de la COMMUNAUTÉ « **Les Ouvriers des Possibles** ». L'ADMINISTRATEUR est ainsi autorisé à mentionner son nom ainsi qu'une description objective de la nature des activités et expériences de vie qu'il présente sur son profil de MEMBRE, notamment sur ses listes de références rendues publiques, entretiens avec des tiers, communications à son personnel et à ses prestataires, documents internes, ainsi qu'en cas de dispositions légales, réglementaires ou comptables l'exigeant.

De plus, le MEMBRE s'engage à ce que toute image, photo, vidéo dont il demande la publication sur le SITE soit **libre de droits**. Il accepte en outre que lesdites images, photos et vidéos qu'il fournit au SITE ou qui peuvent être

créées avec le concours de la société RESSOURCES BIEN-ÊTRE soient rendues publiques sur tous supports retenus par celle-ci pour sa communication, ces images pouvant être exploitées sous quelque forme que ce soit.

Le MEMBRE s'engage à ne pas tenir responsable la société RESSOURCES BIEN-ÊTRE ainsi que ses représentants et toute personne agissant avec sa permission en ce qui relève de la possibilité d'un changement de cadrage, de couleur et de densité qui pourrait survenir lors de la reproduction d'images, photos ou vidéos.

Article 13 – DROIT APPLICABLE - LANGUE

Les présentes CGVU sont régies par le droit français. Elles sont rédigées en langue française. Dans le cas où elles seraient traduites en une ou plusieurs langues, seul le texte français ferait foi en cas de litige.

La nullité d'une clause contractuelle n'entraîne pas la nullité des CGVU. L'inapplication temporaire ou permanente d'une ou plusieurs clauses des CGVU par la société RESSOURCES BIEN-ÊTRE ne saurait valoir renonciation de sa part aux autres clauses des CGVU qui continuent à produire leurs effets.

Article 14 - VALIDITÉ DES CONDITIONS GÉNÉRALES DE VENTE ET D'UTILISATION

Toute modification de la législation ou de la réglementation en vigueur, ou toute décision d'un tribunal compétent invalidant une ou plusieurs clauses des présentes CGVU ne saurait affecter la validité des présentes CGVU dans leur ensemble. Une telle modification ou décision n'autorise en aucun cas le MEMBRE ou le VISITEUR à méconnaître les présentes CGVU.

Toutes conditions non expressément traitées dans les présentes CGVU sont régies par le droit commun et les usages.

Article 15 - LITIGES

15.1. Dispositions applicables aux UTILISATEURS consommateurs

Tout VISITEUR consommateur a le droit de recourir gratuitement à un médiateur de la consommation en vue de la résolution amiable d'un litige l'opposant à l'ADMINISTRATEUR, étant précisé que la saisine du médiateur ne peut intervenir qu'après avoir tenté au préalable de résoudre le litige directement auprès de l'ADMINISTRATEUR par une réclamation écrite.

Les coordonnées du médiateur choisi par la société RESSOURCES BIEN-ÊTRE sont les suivantes :

Société de la Médiation Professionnelle
Rue Marc Sangnier / 33130 BEGLES (FRANCE)
<https://mediateur-consommation-smp.fr/contact/>
Courriel : saisine@mediateur-consommation-smp.fr

15.2. Dispositions applicables aux UTILISATEURS commerçants

À l'égard des commerçants, tous les litiges auxquels les présentes CGVU pourraient donner lieu, concernant tant leur validité, leur interprétation, leur exécution, leurs conséquences et leurs suites, seront soumis au Tribunal de commerce de CAEN (14000).